

# LA PRESSE EN REVUE...



**MARDI 4 MARS 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Il faut écoper !
- 2) La pauvreté augmente selon les...
- 3) La triche pendant dix ans
- 4) La baisse du « coût du capital »
- 5) Il s'installe
- 6) Le serpent à sept têtes !



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) L'intervention de Jean-François Copé, "à côté de la plaque"



Jean-François Copé, le 3 mars 2014. (JOEL SAGET/AFP)



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Les réactions au discours du président de l'UMP sur les accusations du "Point" ne se font pas attendre.

Les réactions au discours du président de l'UMP Jean-François Copé sur les accusations du "Point" ne se font pas attendre lundi 3 mars :

**Thierry Mandon, porte-parole des députés PS :**

"Son intervention me semble un peu à côté de la plaque. A la fois il devient apôtre d'une transparence hypothétique puisqu'il n'y a pas de calendrier", et "ensuite il se lance dans une espèce de croisade contre la presse qui n'a aucun rapport avec le sujet du jour. Tout cela me semble très maladroit et finalement il aurait pu se dispenser de cette déclaration solennelle". "C'est une faute de calendrier, de fond et ce n'est pas rendre service à la transparence" (sur BFMTV).

**Le sénateur et ancien ministre UMP Roger Karoutchi :**

"C'est une réponse à l'ambiance UMP-bashing qu'on a eue ces derniers jours". "Jean-François a été blessé, heurté, il s'est senti personnellement, humainement remis en cause", "il y a la réaction de quelqu'un d'écorché". "Je n'aurais pas utilisé le mot Inquisition, mais c'est pour frapper les esprits" (sur BFMTV).

**Le député et ancien ministre UMP Thierry Mariani,**

interrogé sur l'opportunité d'une plainte de Jean-François Copé contre "Le Point" : "Quand on dépose plainte, il faut avoir vérifié si juridiquement les choses ont une chance d'aboutir. On sait très bien qu'un procès en diffamation, c'est toujours délicat". "Sur les comptes de l'UMP et le financement de la campagne, tout a été public, transparent". Sur un retrait provisoire du président du parti : "Vous avez déjà vu un général se mettre en retraite pendant une bataille ? On est en pleine bataille des municipales". "Il se devait de réagir, c'est ce qu'il a fait" (sur BFMTV).

**Valérie Debord, déléguée générale adjointe de l'UMP :**

"Ce n'est pas une riposte politique, c'est une riposte citoyenne. Les Français (...) y verront la volonté d'avoir une équité de traitement et non pas deux poids, deux mesures. Et ça permettra à chacun de se rendre compte de la réalité de l'utilisation des fonds publics qui sont, tant pour la presse que pour les partis politiques, les impôts des Français" (sur LCI).

**François Bayrou, président du Modem :**

"Ayant toujours dénoncé cette pratique des 'micropartis' et toutes les habiletés extrêmement discutables dont est parsemé le financement de la vie politique en France, j'indique que le Mouvement démocrate est absolument prêt à ouvrir la totalité de ses comptes actuels et passés à tout contrôle et à toute demande de renseignement sous mon autorité et depuis sa création", a déclaré le président du MoDem. Il a assuré que son parti ne poserait "aucune condition" à la mise à disposition de ses comptes. "En dépit des circonstances et du climat qui l'entourent, a poursuivi M. Bayrou, je dis donc 'oui' à la proposition de Jean-François Copé, pour que la lumière soit faite sur toutes les pratiques actuelles et passées et notamment celles des 'micropartis'. Je demanderai aux parlementaires de notre mouvement de voter le texte".

**Etienne Gernelle, directeur de la rédaction du "Point" :**

"Il y a quelque chose qui est à pleurer de rire, c'est la manœuvre dilatoire pour ne pas publier les comptes de l'UMP, en gros l'idée et je publie si tout le monde publie, si la proposition de loi passe, évidemment qu'à l'assemblée nationale d'autres personnes vont se sentir en difficulté, que cette proposition de loi ne sera pas votée, qu'il aura trouvé une solution pour ne pas publier ces comptes (...) ces comptes de l'UMP il y a des gens à l'intérieur de l'UMP qui lui demandent depuis des mois, nous on l'a demandé, on a trouvé des choses et puis finalement maintenant il a trouvé autre chose pour ne pas les donner et bien bravo c'est comme une belle trouvaille."

"Ce ne sont pas des accusations, c'est une

enquête, tout ça est prouvé (...) on attendait des réponses quand Jean-François Copé nous dit qu'il n'a pas le droit de se défendre, il faut savoir que nous avons tenté de le contacter pendant l'enquête, il a refusé de nous répondre à l'époque, mais nous sommes preneurs à travers une interview sur votre antenne de Jean-François Copé où il s'expliquerait sur le fond (...) mais vu que tout est conditionné à une proposition de loi, nous ne verrons peut-être jamais les chiffres".

"Il existe la presse libre et indépendante (...) nous on a toujours été libre, on défend nos valeurs qui sont des valeurs de l'Europe et l'économie de marché mais on est affilié à personne, il y a trois semaine ont attaqué violemment le pouvoir avec 'Les sous-doués au pouvoir' là c'est une enquête sur le président de l'UMP et non l'UMP contrairement à ce qu'il dit, c'est une enquête et non une attaque, ça s'appelle de l'investigation, du journalisme, c'est ce que font les grands journaux dans le monde entier et ça il le découvre."

**Sandrine Rousseau, porte-parole d'EELV, sur BFM :**

"Tout ce qui va dans le sens d'une transparence des partis politiques est une bonne nouvelle et on l'accepte bien, maintenant que ça vienne de l'UMP c'est un peu marrant donc je ne sais pas si vous vous souvenez mais quand l'immunité de Serge Dassault n'a pas été levé au Sénat on a beaucoup cherché qui était la personne qui n'avait pas voté dans les rangs de la gauche mais la réalité c'est que de tous les sénateurs de droite y en a aucun qui avait voté la levée de l'immunité et donc la transparence sur les affaires Dassault".

"Les médias sont libres en France et c'est une très bonne nouvelle, c'est leur rôle le plus stricte d'enquêter et de dévoiler des choses être particulièrement sur le financement des partis politiques et la vie et relation des politique, EELV a toujours soutenu la liberté des médias, il n'y a aucune inquisition". "La publication des comptes, des ressources financières, Il faut que tout puisse être contrôlé, dans la crise démocratique que l'on traverse". "Il a un double discours qui est étonnant, quand il est mis en cause personnellement il fait des propositions qui ont l'air révolutionnaires alors que c'est un des piliers qui a toujours été contre la transparence de la vie politique".

**Yves Jégo, délégué général de l'UDI :**

"Tous les Français sont pour la transparence de toute structure qui bénéficie d'argent public et les partis politiques reçoivent des aides, c'est la démocratie qui s'incarne ainsi, je crois que plus il y aura de transparence mieux ce sera. Je rappelle quand même que les comptes des partis politiques sont soumis à un organisme extérieur, indépendant, qui les contrôle, qui les valide ou qui les invalide. S'il faut aller plus loin, nous nous n'avons pas de blocage. C'est vrai que le discours de l'UMP était un peu différent lorsqu'il s'agissait de la transparence pour les députés, il y a une évolution qui semble demander plus de transparence, j'y suis très favorable (...)

La course à 'je lave plus blanc que les autres' entre monsieur Harlem Désir et monsieur Philippot donne quand même une impression totalement désagréable de cette période et de ces mises en cause et toutes les évolutions ne peuvent être crédibles aux yeux des Français que si elles sont consensuelles et si chaque parti n'essaye pas de mettre à profit la proposition de l'autre pour se rendre plus vertueux".

"Plus de transparence oui, faisons des consensus et évitons de faire ça à chaud dans des périodes électorales cela me semblerait beaucoup plus intelligent." "Jean-François Copé je pense qu'il a été mis en cause et qu'il défend son honneur, c'est parfaitement légitime. J'ai cru comprendre que la justice était saisie donc laissons aussi la justice dire le vrai sur tout cela (...) Que toute structure qui reçoit de l'argent public soit astreinte à une forme de transparence sur la façon dont cet argent public est utilisé et sur ceux qui quelque part en bénéficient, cela ne me semble pas du tout choquant.

Ce qui est peut être dommage c'est qu'il ait fallu attendre la mise en cause d'un dirigeant politique pour que ce parti politique se lance sur cette proposition là mais en tout cas cela va dans le bon sens. Simplement il ne faut pas en faire un outil populiste et démagogique consistant pour la gauche à dire 'c'est de la faute de la seule droite' et pour le Front National à dire « nous sommes des anges absolus et tous les autres sont des pourris ». Je crois que la classe politique nécessite plus de transparence. J'appelle à ce que ces réflexions-là soient déconnectées des échéances".

**Brice Hortefeux, vice-président de l'UMP, sur BFM :**

"Est-ce que la colère de J-F. Copé est compréhensible et légitime ? La réponse est oui (...) Il a le sentiment non pas d'un article de presse mais qu'il y a un véritable harcèlement à son égard (...) Il y a des attaques qui sont des attaques constantes, répétées, successives à son égard".

"Cela prouve qu'il n'est pas insensible et qu'un homme politique c'est un homme public et comme tout un chacun il peut avoir des moments d'exaspération et donc là il est exaspéré car il a le sentiment d'être victime d'attaques injustes. Il était normal, logique et sain qu'il s'exprime et qu'il réagisse". "Il a formulé des propositions, ce sont des propositions qu'il met sur la table (...) ce sont des propositions personnelles (...) Cela a le mérite de l'initiative". "C'est exactement ce que nous devons faire : examiner la nature des propositions, sur le fond il n'y a rien naturellement de choquant, au contraire".

nouvelobs.co

## II) Les maires de France constatent une montée de la pauvreté



Entre 2008 et 2014, la proportion de maires qui constatent une augmentation de la pauvreté dans leurs communes est passée de 51% à 80%. (Photo : Reuters)

latribune.fr

**Les maires estiment dans une large majorité (80%) que le nombre de personnes en situation de pauvreté dans leur commune a augmenté, selon un sondage TNS-Sofres diffusé lundi pour le Secours catholique, à l'occasion des élections municipales.**

A trois semaines du premier tour des municipales,

les maires de France, sondés par TNS-Sofres pour le Secours catholique, constatent à 80% que la pauvreté a augmenté dans leurs communes.

### Explosion du nombre de maires qui constatent plus de pauvreté

Parmi eux, ils sont 71% à penser que les personnes en situation de pauvreté sont, dans leur commune, "un peu plus qu'avant", 9% estiment même qu'elles sont "beaucoup plus qu'avant", seulement 6% jugeant qu'elles sont "moins qu'avant" (14 ne se prononcent pas).

"Au Secours catholique, on sait qu'il y a une forte dégradation de la pauvreté", souligne auprès de l'AFP Bernard Thibaud, secrétaire général de l'organisation.

*Mais ce qui nous surprend c'est l'ampleur de la prise de conscience par les maires. Le chiffre de la dégradation de la pauvreté était de 51% en 2008, lors de la précédente enquête, et il est désormais de 80%".*

### Les femmes et les jeunes au premier plan

Pour une majorité d'élus, les femmes seules avec enfants et les jeunes sans emploi sont les deux catégories pour lesquelles la pauvreté s'est le plus aggravée (63%), devant les personnes en emploi précaire (62%), les chômeurs de longue durée (55%).

Bernard Thibaud s'étonne cependant que les maires aient "moins la perception d'une dégradation pour les personnes sans abri et les personnes migrantes, alors que nous-mêmes, on constate une dégradation importante de la situation des familles migrantes".

Face à cette situation, les maires disent en majorité avoir "fait des efforts plus importants" pour l'aide aux impayés (loyer, gaz, eau, électricité) pour les familles en difficultés (58%), les services d'aides à domicile (57%) et le soutien scolaire aux enfants (56%).

### Dégradation du lien social... chez les autres

Par ailleurs, les trois quarts des maires (76%) jugent que le lien social s'est plutôt dégradé en France, mais pas au sein de leur commune, où la

situation s'est plutôt améliorée (40%) ou n'a pas changé (46%). Une large majorité (91%) affirme avoir pris des initiatives pour renforcer ce lien social au cours de leur mandat, même si le plus souvent "il s'agit d'actions ponctuelles ou ciblées, plutôt que de politiques structurelles", note Bernard Thibaud.

Cette enquête, menée régulièrement depuis 1995, a été réalisée du 21 janvier au 3 février, par téléphone, auprès d'un échantillon de 400 maires, représentatif de l'ensemble des communes françaises. Le Secours catholique lance lundi une campagne, baptisée "Ne laissons pas disparaître la fraternité", pour "mettre le vivre ensemble au coeur des préoccupations" des municipales.

latribune.fr

### **III) Comment les chiffres de la délinquance à Paris ont été truqués pendant dix ans**

Par Les Echos

**Un rapport de l'Inspection générale de l'administration décortique les méthodes utilisées par la préfecture de police de Paris pour faire baisser les statistiques de la délinquance. Près de 16.000 faits étaient enterrés chaque année.**



Minoration des faits, report, ou même destruction pure et simple de certains faits, sont pointés comme les principales techniques utilisées pour faire baisser les chiffres. - AFP

Un rapport décrypte le maquillage des statistiques de la délinquance qui a eu cours à la préfecture de police de Paris pendant des années, des pratiques qui, si elles ont fortement diminué depuis l'arrivée de Manuel Valls à l'Intérieur, ont aussi perduré par endroits. C'est un rapport « très sensible », selon plusieurs sources policières, que l'Inspection générale de l'administration (IGA) vient de boucler.

Commandé par le préfet de police de Paris Bernard Boucault en septembre 2012, il avait pour objet d'établir un état des lieux des pratiques d'enregistrement des faits de délinquance à Paris et dans la petite couronne. Mais les auteurs de ce rapport, en se plongeant dans les méandres du recueil statistique policier, ont mis à nu un système mis en place depuis plus d'une dizaine d'années et monté en puissance à partir de 2008, visant à minorer la délinquance. Rapport « explosif », de l'avis d'un haut fonctionnaire.

Minoration des faits (un cambriolage enregistré comme une dégradation par exemple), report (les services stoppent l'enregistrement des plaintes avant la fin du mois), ou même destruction pure et simple de certains faits, sont pointés comme les principales techniques utilisées. Le rapport évoque notamment près de 16.000 faits de délinquance disparus en 2011 à Paris, selon une source proche du dossier. A l'époque, la préfecture de police de Paris était dirigée par Michel Gaudin, un fidèle de l'ex-président

#### **« Une pratique de report systématique »**

Ce document fait écho à un autre rapport de l'IGA publié en juillet 2013 qui avait conclu à la disparition entre 2007 et 2012 de près de 130.000 faits de délinquance sur l'ensemble du territoire, des « anomalies » que l'IGA attribuait à la politique du chiffre pratiquée sous Nicolas Sarkozy. Ce document accablait déjà la préfecture de police de Paris (PP), les rapporteurs ayant noté que depuis 2006 ou 2007, « perdurait dans la capitale une pratique de report systématique ».

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a de nombreuses fois attaqué la droite sur la dissimulation de ces chiffres, insistant sur une exigence de transparence. Mais si ce nouveau rapport confirme bien l'escamotage organisé des statistiques à la PP, un système qui s'est accéléré en 2008, il atteste également de la persistance de mauvaises pratiques dans certains services, au

moins jusqu'à l'été 2013, soit un an après l'arrivée de Bernard Boucault nommé par Manuel Valls.

### Des cambriolages transformés en dégradations

« Le rapport note la fin du report. Mais c'est vrai, certains commissaires ont fourni des réponses étonnantes. En fait, il semble difficile pour certains de rompre avec des habitudes qui avaient été établies pendant des années », explique un haut fonctionnaire à la PP. « Mais les consignes données par le préfet sont très claires, ces pratiques, qui ont diminué comme le note le rapport, doivent cesser », a-t-il souligné.

Le rapport cite l'exemple d'un commissaire parisien reconnaissant qu'il notait sciemment, y compris depuis les nouvelles directives du préfet, toutes les tentatives de cambriolages dans la rubrique des dégradations, afin de « ne pas faire exploser les chiffres ».

Un commissaire de banlieue parisienne a également expliqué aux rapporteurs classer toutes les tentatives de cambriolages en dégradations lorsqu'il n'y a pas de préjudice car, selon lui, « les magistrats ne poursuivent pas, alors, pourquoi se tirer une balle dans le pied ? » Dans un commissariat parisien, les délits de vente à la sauvette « ne sont plus du tout annexés » depuis février 2013, écrivent les rapporteurs, « en raison de leur volume très élevé ». « Cela a été corrigé », a affirmé le haut-fonctionnaire de la PP. Ces anomalies « sont sur le point d'être définitivement réglées », a ajouté ce haut fonctionnaire, notamment avec le déploiement fin avril d'un nouveau logiciel d'enregistrement.

Source AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Hamon propose la baisse du « coût du capital » comme contrepartie sur le pacte

Le ministre délégué à l'Economie sociale, Benoît Hamon, a appelé dimanche à considérer "la baisse du coût du capital" comme une contrepartie possible au pacte de responsabilité, citant en exemple les patrons allemands qui se sont "serrés la ceinture".

"Jusqu'en 2008, les entrepreneurs allemands se sont serrés la ceinture puisqu'ils ont consenti une baisse des taux de distribution de dividendes de 10%. Pendant la même période, les chefs d'entreprises français faisaient quoi? Il augmentaient les distributions de dividendes de 50%", a dit Benoît Hamon.

"Si les marges des entreprises sont plus basses aujourd'hui qu'elles ne l'étaient auparavant, c'est aussi qu'il y a une captation des marges par la distribution des dividendes", a-t-il affirmé.

"Incontestablement, cette question doit être discutée et posée dans les contreparties" du pacte de responsabilité, "il doit y avoir dans les contreparties pas simplement de l'emploi mais probablement aussi une baisse du coût du capital", a-t-il poursuivi.

Selon lui, "si on demande aux salariés de faire des efforts sur le coût du travail, ça veut dire que la sécurité sociale sera moins financée ou financée différemment. (...) Il faut donc réfléchir à la façon dont le coût du capital doit baisser aussi".

Pour Benoît Hamon, dans la négociation sur les contreparties à la baisse de 30 milliards du coût du travail, "il faut, face au stress du chef d'entreprise, entendre le stress des smicards, le stress de l'ouvrier, du salarié qui voit son emploi menacé".

Après l'échec de l'inversion de la courbe du chômage fin 2013 et la déception de voir en janvier près de 9.000 nouveaux demandeurs d'emploi grossir les rangs des chômeurs, le gouvernement considère le pacte comme une "clé" pour relancer l'emploi, selon les termes du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Une première rencontre autour du pacte a eu lieu

vendredi entre le patronat (Medef, CGPME, UPA) et cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC). Elle était axée sur les "contreparties" en matière d'emploi que pourraient concéder les entreprises en échange des 30 milliards d'euros de baisse de charges promis par le gouvernement. Une nouvelle réunion est prévue mercredi.

publicsenat.fr

## V) Justice: les affaires financières seront bien gardées

**Le procureur financier national entre en fonction aujourd'hui. Entre ses faibles moyens, sa désignation très politique et ses attributions floues, cette nouvelle institution est contestée.**



«Procureur financier national»: ça sonne bien. Mais ce n'est pas sûr que ça console les citoyens outrés par les affaires Cahuzac, Dassault ou Karachi. L'ancienne avocate générale Éliane Houlette va diriger à partir d'aujourd'hui cette nouvelle institution spécialisée dans les affaires de corruption et de fraude fiscale. Entre son manque de moyens, sa désignation téléguidée par l'exécutif et ses attributions floues, les syndicats de magistrats doutent sérieusement de son utilité. «Je n'y crois pas une seconde! C'est un outil de communication politique et une coquille vide», tacle Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM).

«Peut-on imaginer qu'un nouveau parquet financier fonctionnera bien, en débutant avec seulement cinq magistrats?» poursuit Christophe Régnard, qui pointe aussi l'éternel manque d'assistants spécialisés. «C'est récurrent, déplore le président de l'USM. Je suis toujours frappé de voir, dans les procès financiers, le décalage entre les juges qui travaillent seuls, de manière artisanale, et les avocats de la défense, qui arrivent avec cinq ou six experts pour démonter le dossier.» Même constat au Syndicat de la

magistrature (SM), qui demande le rattachement de la police judiciaire au parquet. «C'est le meilleur moyen d'avoir des enquêteurs pour travailler sur les dossiers», défend Françoise Martre, présidente du SM.

### **Vidée de sa substance, la réforme reste lettre morte**

Dans les faits, le nouveau procureur restera soumis au bon vouloir du pouvoir. La réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) promettait une évolution du statut du parquet et de sa dépendance à l'égard de l'exécutif. Vidée de sa substance par le Sénat en juillet dernier, la réforme reste lettre morte. Le procureur national financier sera donc nommé, comme tous les autres magistrats du parquet, sur proposition du ministre de la Justice, après avis simple du CSM.

Reste la question des attributions du nouveau «super-procureur». Certes, il aura l'exclusivité des rares affaires boursières. Mais, pour le reste, il se disputera avec le procureur de la République dont la section économique et financière traite les grands dossiers du moment. Ces compétences dites «concurrentes» entre les deux procureurs seront délimitées selon un critère subjectif: leur degré de «complexité». Certaines affaires, comme le dossier Cahuzac ou le supposé blanchiment de fraude fiscale des époux Balkany, sont déjà tombées dans l'escarcelle du procureur financier. Mais il faut s'attendre à de nombreuses rivalités futures entre Éliane Houlette, classée à gauche, et François Molins, ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie.

### **Faiblesse de sa marge de manœuvre**

«De nombreux poids lourds de la magistrature ont refusé de postuler auprès du procureur financier, étant donné la faiblesse de sa marge de manœuvre», affirme Christophe Régnard. En ligne de mire: le maintien du «verrou de Bercy». En effet, le ministère du Budget reste le seul à pouvoir demander des poursuites pour fraude fiscale.

Et un autre risque se profile. «Avec une forte impulsion politique et par le jeu des nominations, le procureur national pourrait dans le futur concentrer toutes les affaires financières», estime Christophe Régnard. Une instance assujettie au pouvoir détenant le monopole de la criminalité financière serait une menace. Avec tout ce que

cela implique de pressions politiques et de scandales enterrés.

humanite.fr

## VI) Clash Najat Vallaud-Belkacem / Bruno Le Maire : l'UMP, l'"hydre" qui n'assume pas



Par Yves Delahaie  
Ex-MoDem, prof, auteur

Une "drôle d'hydre." C'est ainsi que la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a qualifié l'UMP lors de son face à face avec Bruno Le Maire au "Grand Jury", organisée par RTL, LCI et "Le Figaro". Un mot que le député a eu du mal à digérer. Et s'il était pourtant justifié ? C'est l'avis de notre contributeur Yves Delahaie.



Bruno Le Maire face à Najat Vallaud-Belkacem dans "le Grand Jury" RTL/LCI/Le Figaro, le 2/03/14

*Hydre : nom féminin, animal fabuleux et dangereux, serpent à sept têtes.*

C'est sur le bûcher de cette définition que, ce dimanche soir, la porte-parole et ministre du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem et Bruno Le Maire, ancien ministre de la Sarkozie, se sont étripés violemment alors que se posait la question

politique de l(a) (im)posture de l'UMP face au FN en cas de triangulaire lors des municipales.

### "Hydre", une acception qui sied à merveille à l'UMP

De la diffamation et de l'insulte que de qualifier l'UMP d'"hydre", quand on se souvient de l'élection plus que controversée de Jean-François Copé à la tête du parti, accusé de tricherie et qui avait abouti à une scission de leur groupe parlementaire à l'Assemblée ?

Assurément non. Et l'on pourrait s'étonner de voir le si policé et modéré Bruno Le Maire s'emporter de la sorte pour l'emploi d'un simple mot, fût-il désobligeant, quand la vie politique les multiplie à outrance chaque jour. Mise en scène que ce courroux. Et il faut revoir ce qui précède cet instant pour démystifier tout cela.

*L'UMP qualifiée d'"hydre" : échange entre Le Maire et Vallaud-Belkacem (WAT.tv)*

[http://www.wat.tv/video/ump-qualifiee-hydre-vif-echange-6ookz\\_2exyh\\_.html](http://www.wat.tv/video/ump-qualifiee-hydre-vif-echange-6ookz_2exyh_.html)

"Mal qui se renouvelle en dépit des efforts faits pour l'éradiquer", ajoute le Robert concernant le sens figuré du mot "hydre". Une acception qui sied à merveille pour définir la situation de l'UMP depuis quelques mois. Et ce mal, c'est sa danse macabre avec le FN. Revenons dans le débat, juste deux minutes auparavant.

Alors que Jérôme Chapis rappelait que la ministre appelait régulièrement l'UMP à clarifier sa situation avec le FN, voilà ce que répondit Bruno Le Maire :

"Nous n'avons rien à clarifier (longs regards appuyés à la ministre). Je refuse de clarifier quoi que ce soit. L'UMP est d'une clarté totale sur le Front national. Il a toujours dit, tous ses dirigeants, qu'il n'y aurait jamais ni d'accords, ni de discussion, ni de dialogue avec le Front national qui est notre adversaire. En revanche, le parti socialiste joue avec le Front national (...). On n'a pas de leçon à recevoir du parti socialiste sur le Front national car le Front national c'est le parti socialiste qui le plus souvent l'a fait monter."

## Bruno Le Maire ment délibérément

On comprend mieux alors à l'aune de cette déclaration péremptoire la volonté de Bruno Le Maire de digresser sur le mot "hydre" plutôt que de répondre sur le fond. Car non seulement Bruno Le Maire n'assume pas les dérives de certains cadres de l'UMP concernant son parti mais en outre il ment. Délibérément.

Comment peut-il dire que tous les dirigeants de son parti ont toujours été dans une clarté totale quand, il y a encore six mois, François Fillon affirmait sans vergogne que s'il devait choisir au second tour entre le FN et le PS, il choisirait le moins sectaire des deux ?

Comment peut-il oublier le spectacle minable offert par une Nadine Morano piégée par un humoriste quand elle a cru pouvoir négocier directement avec Louis Aliot ?

Comment peut-il occulter la volonté de Nicolas Sarkozy de piller dans le programme du Front national dans l'entre-deux-tours des présidentielles en proposant, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant, la présomption de légitime défense des policiers que seule Marine Le Pen avançait, ou quand il fit des yeux doux aux xénophobes avec un clip de campagne et son panneau de douane écrit en arabe ?

## La mue d'une UMP qui n'assume pas

C'est bien beau de prétendre que le FN est un adversaire, ou comme certains de rappeler que Nicolas Sarkozy avait fait reculer comme jamais le vote frontiste en 2007 : si c'est pour singer son programme et le piller, c'est tout aussi grave. L'urgence et la gravité ne sont pas dans les personnes mais bien dans les valeurs et le programme défendu.

On voit d'ailleurs dans le regard de Bruno Le Maire à quel point il est gêné quand il dit qu'il n'a rien à clarifier. Sa digression sur l'hydre n'était qu'ici qu'une échappatoire, maladroite et dénuée de subtilité, pour occulter la mue d'une UMP qu'il n'assume pas.

Et Najat Vallaud-Belkacem de lui rappeler notamment l'épisode du pain au chocolat pour

lequel il concèdera – tout de même ! – qu'il ne soutenait pas cette "déclaration".

La vérité, c'est que tant que les prétendus modérés de l'UMP continueront d'être aveugles ou aphasiques devant les errances des leurs, tant que leur mansuétude sera grande à l'égard d'idées nauséabondes, tant que leur indulgence reviendra à donner raison à Christine Boutin qui affirme désormais qu'il y a longtemps que la digue entre le FN et la droite a sauté, alors les têtes de l'hydre ne parviendront qu'à légitimer tous ceux qui souhaitent de tous les vœux une explosion du parti pour qu'ils forment une grande coalition conservatrice, de l'UDI jusqu'au FN.

Les résistances s'évanouissent de plus en plus. Et grâce soit rendue à Najat Vallaud-Belkacem d'avoir de la sorte fait tomber le masque.

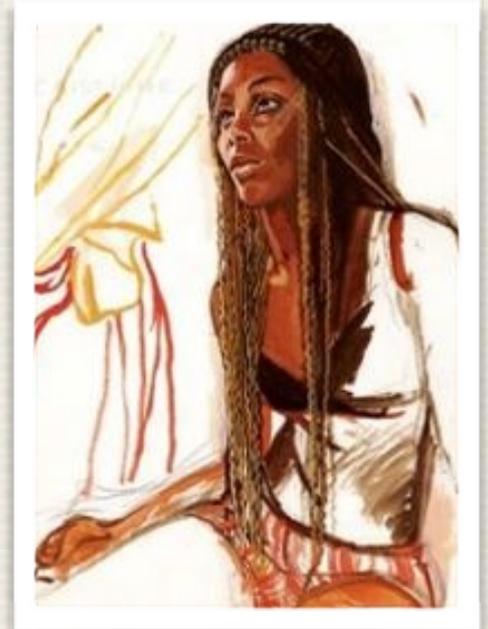
nouvelobs.com



Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

# JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :  
**Chrétiennes et Musulmanes**  
Une force pour la R.C.A. Centrafrique



## une journée pour un nouveau départ...

**SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h**  
**THEATRE DU GYMNASSE**  
**38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°**

**Entrée Libre**

**Métro : Bonne Nouvelle**

**Parking : Rex Atrium**



**Un évènement organisé par les femmes de**  
**PERLES DE LUMIERE D'AFRIQUE**

**Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99**



# JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Samedi 08 Mars 2014 de 14h à 17h

**Les femmes du monde mettent à l'honneur  
« La femme Centrafricaine »**

Conférence-Débat sur la situation en République Centrafricaine

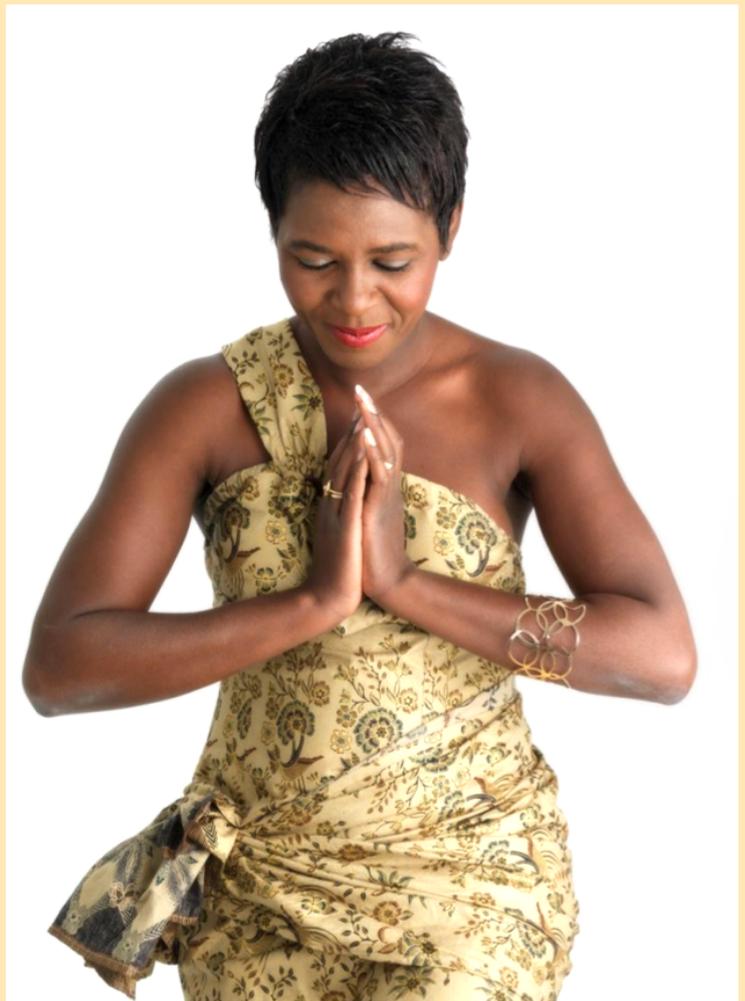
***Le début d'une nouvelle ère***



**SALLE DEVOSGE  
5 bis Rue Devosge  
21000 Dijon**

**Entrée libre (Buffet)**

Infos :  
**06 76 25 16 87  
06 24 12 05 74**



**Lydie Pace (soprano dramatique)  
Frédéric Prébolin (piano)**

*Avec le soutien de la Mairie de Dijon, du Député de la Côte d'Or Laurent Grandguillaume, De la Diaspora AfroAntillaise de Bourgogne, des femmes de « Perles de lumière d'Afrique » (Paris) et de, Fraternité Boganda (Toulouse & Le KremlinBicêtre), avec la parrainage de Madame Boganda Hélène.*

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

A rectangular piece of white paper with a torn bottom edge is centered on a light gray grid background. The paper contains two lines of bold red text with black drop shadows. The first line reads "A Suivre..." and the second line reads "La Presse en Revue".